



Le coup d'État militaire avait été accueilli dans la liesse, tant le régime d'IBK était honni. Mais il est loin d'arranger la situation précaire du Mali et a entraîné des sanctions.

nies et sont connus pour leurs CV politiques entachés, voire des réputations sulfureuses de manipulateurs de tensions ethniques. Tout sauf ce dont le Mali a besoin actuellement, même si la foule, exaltée, a fêté militaires putschistes, opposants et leaders religieux le 21 août à Bamako.

Les défis sont aussi grands que multiples. Par exemple, comment peut-on admettre que l'école soit globalement en panne depuis trois décennies, handicapant la marche du Mali et empêchant le renouvellement des élites? Seuls ceux qui sont au pouvoir peuvent envoyer leurs enfants étudier à l'étranger; de retour, ils reprennent la place de leurs parents.

Autre exemple: depuis les accords de paix des années 90, les responsables gouvernementaux et ceux des groupes armés du nord jouent à cache-cache, au détriment de la paix attendue. Pour beaucoup de Maliens, une paix sans justice ne peut être durable: les responsables d'actes graves (assassinats ciblés, viols collectifs et exactions) doivent être identifiés et jugés; cela n'a pas été le cas jusqu'ici. Au contraire: au sortir de la crise de 1991, on a ainsi vu nombre d'officiers et fonctionnaires impliqués dans des tueries ethniques bénéficier de promotions; cela a entraîné la fulgurante adhésion des membres des communautés victimes à des rébellions. Il en va de même pour les tractations de paix actuelles, où Bamako dis-

**Bamako discute
seulement avec
les entités ayant
fait le choix
des armes.
Or, les influents
ne sont pas
toujours ceux
qui ont la force.**

cute seulement avec les entités ayant fait le choix radical des armes pour se faire entendre. Or, les véritables influents ne sont pas toujours ceux qui détiennent la nouvelle puissance économique ou la force...

Le cauchemar djihadiste

Sur le plan sécuritaire, l'apparition au Nord-Mali du salafisme armé issu des années noires algériennes et de la guerre en Lybie depuis 2011 est devenue un cauchemar. Plusieurs armées (Nations unies, force française Barkhane, G5-Sahel et armée malienne) sont impliquées, depuis 2013, dans la lutte antiterroriste, regroupant 30 000 soldats, sans parvenir à éradiquer quelques centaines de groupes djihadistes. Cette disproportion souligne de manière éclatante que la réponse à apporter au terrorisme dans cette région, loin d'être seulement armée, doit être avant tout politique.

Si certains chefs des groupes salafites sont étrangers, la majorité de leurs troupes sont en effet maliennes, principalement issues des communautés peule et arabo-touarègue. Certains poussent à s'inspirer du "dialogue spirituel" mauritanien qui a éradiqué le fléau dans ce pays, cité en exemple dans la lutte antiterroriste. Jointe à des actions militaires précises et concertées entre les forces précitées, cette voie de réconciliation devrait être menée par les oulémas, imams, guides religieux et intellectuels is-

sus des bases peule et arabo-touarègue, en offrant aux membres embrigadés de ces communautés l'occasion de se repentir et de revenir par la grande porte dans la société.

L'exclusion profite au narcotrafic et aux rébellions

Depuis l'accession du Mali à l'indépendance, l'État y a excellé dans la politique néocolonialiste visant à casser et briser politiquement et socialement les grandes confédérations tribales du nord qui ont été en première ligne dans la résistance coloniale. Les rébellions, les guerres civiles, la criminalité organisée, le terrorisme et l'irruption d'une question peule à partir de 2015, ont miné considérablement le pays. Ces phénomènes éclosent avec l'absence de développement et l'exclusion, dans le partage des pouvoirs entre l'État central et les bases coutumières, de pans importants des sociétés traditionnelles. Cette exclusion profite au narcotrafic et au grand banditisme, dont les acteurs surgissent comme interlocuteurs politiques de Bamako, alors même qu'ils n'ont parfois pas voix au chapitre dans leur base sociale.

On le voit, les problèmes maliens sont multisectoriels et profonds. Le redressement du pays nécessite des efforts considérables: une réconciliation nationale avec une véritable justice; une moralité politique constante et sans reproche; une gouvernance saine portée par les acteurs les plus légitimement écoutés au sein des sociétés traditionnelles. Seuls ces paramètres doublés d'un don de soi pour l'amour de la patrie, pourront soustraire le Mali à ses vieux démons, pour une reconstruction viable et durable.